

**Union européenne - Conseil affaires
générales - Obligations en matière
de rapports sur l'environnement : le
Conseil adopte des règles plus
claires - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne**
(Bruxelles, 14 mai 2018)

Le Conseil a adopté aujourd'hui une décision qui rationalise la législation de l'UE en matière de rapports sur l'environnement. En modifiant ou abrogeant des actes législatifs qui ne sont plus applicables ou pertinents, la décision apporte de la clarté juridique, renforce la transparence et réduit la charge administrative au sein des Etats membres.

Contexte et prochaines étapes

Dans sa communication de 2014 sur le programme pour une réglementation affûtée et performante (REFIT), la Commission s'est engagée à travailler sur des propositions concrètes visant à supprimer les actes législatifs obsolètes ayant trait aux rapports en matière d'environnement. La Commission a adopté, en mai 2015, une communication sur l'amélioration de la réglementation et a lancé un bilan de qualité REFIT pour le suivi et l'information dans le domaine de l'environnement. Le 15 décembre 2016, la Commission a publié un train de mesures sur l'abrogation de la directive relative à la standardisation des rapports composé de trois initiatives, dont la troisième est la décision adoptée ce jour.

À l'issue de négociations entre la présidence estonienne et le Parlement européen, un accord provisoire est intervenu le 22 novembre 2017.

L'adoption ce jour de la décision par le Conseil constitue la dernière étape du processus législatif. La législation entrera en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel./.